

Commentaire

Canada-Asie

Novembre 2007

www.asiapacific.ca

Numéro 47

Le Pakistan et la démocratie : avant et après Musharraf

Auteur : Abhishek Kaicker*

Sommaire exécutif

L'imposition de mesures d'urgence au Pakistan, le 3 novembre, est le dernier événement le plus sensationnel qui a attiré l'attention des médias l'an dernier sur le président Pervez Musharraf. Plusieurs commentateurs occidentaux croient que les jours du général Musharraf sont comptés, malgré ses derniers coups contre ceux qui résistent à son régime qui s'impose, mais peu ont songé sérieusement à ce qui arrivera après son départ. Cette question a pris de l'importance après l'attentat-suicide à la bombe qui a failli réussir contre l'ancienne première ministre Benazir Bhutto, qui est revenue de l'exil à la fin d'octobre avec le soutien de Washington. Il est difficile d'esquiver la conclusion qu'un régime d'allure démocratique émergera éventuellement à Islamabad. Toutefois, les caractéristiques structurelles de l'État laissent présager que la vraie démocratie est un rêve lointain.

L'avenir de la démocratie au Pakistan a des répercussions sérieuses pour le Canada : Ottawa a besoin de l'aide du Pakistan dans le combat contre les Talibans en Afghanistan du Sud. Cependant, un constat plus important est que l'échec complet de l'État au Pakistan, bien que peu probable, aurait des répercussions régionales et mondiales sérieuses. L'instabilité qui perdure aurait aussi des conséquences très sérieuses pour le Canada et elle ne devrait pas être sous-estimée : un Pakistan faible et plus ou moins gouverné pourrait servir d'asile aux partisans du *jihad* mondial et contribuer au climat d'incertitude et de

conflit dans cette région volatile qui devient rapidement enchevêtrée avec les économies occidentales. Même si les scénarios de jugement dernier de terroristes acquérant des armes nucléaires ne se concrétisent pas, l'instabilité en Asie du Sud pourrait avoir des répercussions très réelles sur l'avenir de l'économie mondiale. Ottawa ne peut pas rester immunisé contre des crises dans des pays éloignés, mais dont l'importance est stratégique.

Tandis que les options de politiques d'Ottawa envers le Pakistan sont très limitées, le Canada n'est pas considéré par les Pakistanais avec la même méfiance que leur partenaire international traditionnel, les États-Unis. Un créneau favorable pourrait s'ouvrir si un gouvernement civil montait au pouvoir l'an prochain. Si cela arrivait, le Canada devrait rapidement augmenter l'aide au développement international et, plus important encore, prendre en charge des projets de renforcement des capacités gouvernementales au Pakistan. De tels projets à long terme représentent la seule voie pour soulager les problèmes structurels du Pakistan qui sont plus menaçants que les tourments quotidiens qui font les manchettes de la plupart des journaux. L'aide du Canada pourrait transformer les rapports difficiles entre Islamabad et ses homologues occidentaux en un partenariat fonctionnel axé vers l'accomplissement d'objectifs mutuels, y compris de destruction d'Al-Qaeda et des forces des Talibans et de stabilisation régionale.



* Abhishek Kaicker est un étudiant au doctorat en histoire indienne à Columbia University, à New York. Il est né en Inde et a grandi à New Delhi. Il a étudié l'histoire, les humanités et l'économie à Macalester College à Saint Paul au Minnesota. Il a obtenu une maîtrise en histoire indienne de l'University of British Columbia avant de débiter une recherche, comme boursier au post-doctorat à la Fondation Asie Pacifique, axée sur les enjeux économiques et politiques en Asie du Sud, avec une emphase particulière sur la sécurité et la stratégie régionales.



Le Pakistan et l'Occident : les échecs de compréhension

Depuis les attaques terroristes du 11 septembre, les protecteurs internationaux du président Musharraf ont utilisé la carotte et le bâton pour gagner le soutien du voisin important de l'Afghanistan. La carotte, offerte immédiatement après le 11 septembre, a été sous la forme d'un transfert massif de fonds américains pour encourager le combat contre la guerre et la terreur. Des programmes généreux de restructuration de la dette et un financement accru de l'aide de développement ont été mis en oeuvre dans l'espoir que l'établissement militaire du Pakistan détruirait activement Al-Qaeda et les forces des Talibans à l'intérieur de ses frontières. Selon une évaluation, les É.-U. à eux seuls auraient fourni 23 milliards de dollars américains en aide au Pakistan depuis 2001.¹

Pourtant, il y a eu peu bien peu de gain en retour depuis les six années que le Pakistan est devenu un État au front de la guerre contre la terreur. Le leadership d'Al-Qaeda et des Talibans s'est reconstitué à travers le Pakistan, très probablement avec la connivence de partenaires dans les services de sécurité pakistanais. De leur asile de sécurité à Quetta et dans la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP), les terroristes ont organisé à plusieurs reprises des attaques sur des

cibles à l'Occident et sur les forces de coalition en Afghanistan. Les tentatives pour les soumettre par la force militaire ont échoué et le Pakistan a perdu plus de mille soldats dans des batailles contre des militants à travers la partie occidentale du pays. En même temps, le Pakistan a été très protecteur de sa souveraineté et a refusé de permettre que les forces militaires dirigées par les États-Unis frappent des cibles connues à ses frontières. Des commandants de l'OTAN observent avec dépit les allées et venues impunies des Talibans entre leurs sanctuaires du Pakistan et de l'Afghanistan.

Malgré quelques arrestations très en vue, l'aide au Pakistan a raté son but. En effet, en juillet 2007, la US National Intelligence Estimate a déclaré que les forces d'Al-Qaeda avaient reconstitué des secteurs tribaux sous l'administration fédérale du Pakistan, pendant la cessation des activités militaires de septembre 2006 à juillet 2007.²

De plus en plus, les demandes de recourir au bâton s'accroissent. Le Congrès américain a adopté une loi pour lier les déboursés d'aide au Pakistan à ses progrès contre Al-Qaeda.³ Dans les journaux, les revues de politiques, et à travers la blogosphère, même avant l'imposition des mesures d'urgence, il y avait une demande naissante des nations occidentales de restreindre l'aide au Pakistan s'il ne montrait pas de progrès tangibles dans la guerre contre Al-Qaeda et les Talibans.⁴ Depuis l'imposition de la Loi martiale, la pression s'est accrue sur les gouvernements occidentaux pour exiger du général Musharraf d'abdiquer le pouvoir et de tenir des élections. Ils croient qu'un retour à la démocratie aboutirait à un leadership civil responsable, ferait pression sur l'armée pour combattre les Talibans, freinerait la marée naissante du fondamentalisme islamique et favoriserait le développement d'un État pakistanais stable et progressif. Musharraf a promis de tenir de nouvelles élections au début de 2008, malgré les mesures d'urgence.



▲ Les jours du général Pervez Musharraf . . . pourraient être comptés.

D'autres analystes occidentaux vont plus loin, en recommandant que des forces spéciales des É.-U. ou de l'OTAN frappent les cibles d'Al-Qaeda et des Talibans à l'intérieur du Pakistan.⁵ En réponse, le Pakistan a déclaré que toute violation de la souveraineté du pays ou réduction de l'aide aurait des conséquences graves sur le partenariat stratégique avec les É.-U. et, implicitement, sur d'autres partenaires dans la guerre contre la terreur.⁶

Les notions de la carotte et du bâton sont basées sur une fausse hypothèse concernant le Pakistan. Malgré une compréhension bien articulée des universitaires au sujet du Pakistan,⁷ plusieurs observateurs occidentaux pensent que le Pakistan est un État entièrement rationnel, une boîte noire qui livrera des résultats directement proportionnels à la quantité de pression et d'aide internationales.

Aucune combinaison de cajolerie ou d'intimidation ne forcera jamais le Pakistan à agir comme le souhaitent les observateurs extérieurs. C'est en partie parce que les Pakistanais sont meilleurs dans l'art de la persuasion que leurs partenaires occidentaux : comme Stéphane Cohen l'a fait remarquer sèchement, « les Pakistanais sont experts dans le déchiffrement des intérêts américains et pour susciter des craintes américaines à court terme dans l'espoir d'établir un rapport de dépendance mutuelle dans lequel les obligations pakistanaïses sont minimales tandis que celles des Américains sont substantielles ».⁸ Plus important encore, le Pakistan lui-même demeure divisé sur ses fondements idéologiques, régionaux, ethniques, linguistiques et sectaires, un legs non guéri de la séparation de l'Inde britannique. L'État est réduit à se battre constamment pour éteindre des feux sur le front domestique.

Une fausse dichotomie entre 'prendre soin' et 'punir' le Pakistan a mené les décideurs occidentaux à une impasse. La réaction assez générale de mutisme à la suspension de la constitution par Musharraf n'est que la dernière démonstration des conséquences de ses politiques. Comment formuler des solutions

de politiques aux problèmes structurels qui exigent une démarche à long terme quand les problèmes qui confrontent le Pakistan et ses rapports avec l'Occident sont si immédiats? Tandis que certains préféreraient le retour à l'état d'ignorance obstinée qui a caractérisé les rapports euro-américains avec le Pakistan, Islamabad ne peut plus être laissé à son propre destin : l'échec de l'État aura des conséquences catastrophiques non seulement pour la région, mais pour le monde entier. Un Pakistan perpétuellement dysfonctionnel continuera de déstabiliser la région par son hospitalité aux terroristes islamiques. Cela menacera le développement économique rapide actuel dans la région. La perspective d'instabilité politique ou économique en Asie du Sud dotée d'armements nucléaires pose une menace véritable à la sécurité mondiale.

Il y a une lueur d'espoir. L'emprise à long terme sur le pouvoir du général Musharraf est en perte de vitesse et le soutien populaire pour une transition vers un État plus démocratique et autonome grandit. C'est inquiétant pour plusieurs Occidentaux, qui préféreraient qu'une autorité centrale forte mène la guerre contre Al-Qaeda et les Talibans. Il n'y a aucune garantie qu'un régime démocratique au Pakistan serait plus réceptif aux vœux de la communauté internationale : en fait, un faible gouvernement démocratique au Pakistan pourrait mieux convenir à son électorat qui déteste bien plus les embrouilles des Américains que les demandes de forces de l'OTAN. Cependant, il devient de plus en plus évident que la situation est instable. Le général Musharraf est devenu énormément impopulaire au pays et les fonctionnaires américains ont incité le Pakistan à converger vers un semblant de démocratie.⁹ Les Pakistanais de classe moyenne considèrent les pressions de Washington de ramener Benazir Bhutto (qui a été reconnue coupable de blanchiment d'argent en Suisse) au Pakistan comme une fausse concession à l'opinion publique domestique. Mais il semble probable qu'une sorte de mécanisme de partage du pouvoir entre l'armée et le civil émergera éventuellement. Une telle entente a la plus haute importance, parce que le Pakistan doit dorénavant régler des défis sans précédent.

L'écroulement institutionnel...

Cinq ans de croissance économique rapide ont changé le visage du pays, comme l'éruption de nouveaux panneaux d'affichage de propriétés résidentielles cossues et de biens de consommation haut de gamme. La croissance a aussi renforcé les rapports tendus entre les riches citadins du Pakistan et les pauvres qui sont mécontents. De façon similaire à l'Inde, le pays voisin, le Pakistan, n'a pas distribué équitablement les bénéfices de la croissance économique. Cela a envenimé la contestation visible vers un état de fondamentalisme islamique radical.

La montée du fondamentalisme islamique radical au Pakistan n'est pas le résultat naturel de l'identité du Pakistan comme patrie des musulmans du sous-continent. Les Pakistanais libéraux ne manquent jamais de déclarer que Mohammed Ali Jinnah, le père de la nation, a affirmé explicitement que le Pakistan doit être une nation laïque qui ne discrimine pas ses citoyens en fonction de leur religion. La réaction conservatrice contre les empiètements de modernité occidentale, démontré de façon saisissante au monde entier lorsque les étudiants en théologie de la Mosquée rouge ont battu les fournisseurs de DVD pornographiques piratés, découle de l'histoire du Pakistan au cours des années 1980. L'islam sufi au Pakistan a toujours manifesté de la tolérance et des accommodements raisonnables. Le discours fondamentaliste plus récent a été formé et articulé par le réseau des institutions théologiques financé par l'Arabie Saoudite, dont plusieurs prêchent l'islam wahhabi qui juge la moralité occidentale répréhensible. Le Pakistan souffre maintenant des conséquences d'avoir été le théâtre de deux *jihads* : un contre les Soviétiques en Afghanistan (1980-89) et l'autre pour libérer le Cachemire de l'Inde, et qui continue aujourd'hui, bien que mitigé.

Les services secrets du Pakistan fonctionnent de façon très autonome et ont été blâmés d'encourager le fondamentalisme islamique à financer des batailles mesquines contre l'Inde. C'est le général Musharraf qui a d'abord créé l'espace politique pour que les

fondamentalistes musulmans forment des partis et s'emparent du pouvoir aux élections municipales. Son soutien au Muttahida Majlis-i Amal (MMA), un bloc de partis radicaux islamiques opposés à la présence des É.-U. dans la région, a permis aux fondamentalistes islamiques de monter au pouvoir dans les régions perturbées de la province de la frontière du Nord-Ouest. En retour, le MMA a aidé le général à conserver le pouvoir sur la législature du Pakistan. Musharraf pourrait avoir cogité que les fondamentalistes serviraient d'opposition pour l'ensemble des partis politiques traditionnels qui ont perdu leur pertinence après le dernier coup d'État en 1999. Cependant, à la Mosquée rouge d'Islamabad, les combats des forces de sécurité contre les fondamentalistes islamiques qui s'étaient réfugiés dans une mosquée à deux blocs de la Cour suprême nationale ont démontré que le fondamentalisme islamique a sa propre vie et ne peut pas être coopté. C'est devenu même plus apparent à mesure que les Talibans s'imposent rapidement au sein de la province de la frontière du Nord-Ouest.¹⁰

En plus des islamistes, le Pakistan est aussi démoli par une série d'insurrections au Baluchistan, dans la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP) et dans les zones tribales sous administration fédérale



▲ Benazir Bhutto . . . le candidate de Washington

(FATA). Ces perturbations sont alimentées par les ressentiments ethniques que le Punjab et les Punjabis ethniques ont beaucoup plus d'influence sur la gouvernance du pays que les gens de Sindh et Baluchistan. Les Baluchis en particulier se sont plaint que les étrangers s'enrichissent des ressources naturelles abondantes de la province à la charge des pauvres du pays. Les griefs proto-nationalistes du Baluchistan semblent doux en comparaison de l'animosité avec laquelle Islamabad est considérée dans la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP) et dans les zones tribales sous administration fédérale

(FATA). Les membres d'une tribu pakhtun de ces régions ont historiquement résisté à toute interférence des Plaines, qu'ils soient des successeurs des Anglais ou des Pakistanais. Depuis le 11 septembre, ils ont été sous la pression constante d'identifier et de livrer les Arabes d'Al-Qaeda et les partisans locaux des Talibans. Les Pakhtuns s'opposent farouchement à une telle contrainte et ont vigoureusement résisté à l'armée pakistanaise dans ses opérations pour sécuriser la région. Suite aux insurrections ethniques et religieuses, une large bande du Pakistan reste seulement sous la direction nominale d'Islamabad.

Les limites de la force militaire

Malgré le soutien matériel considérable des É.-U., les forces pakistanaises ont échoué en général dans les opérations de combat contre les insurgés au Baluchistan, dans la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP) et dans les zones tribales sous administration fédérale (FATA). Le 5 septembre 2006, le gouvernement du Pakistan a signé un pacte de paix avec les représentants des tribus qui avaient abrité Al-Qaeda et les forces armées des Talibans. En échange de la cessation d'activités militaires, les tribus ont promis d'expulser tous les militants étrangers. Cependant, quelques semaines après la signature de l'accord, les attaques contre les forces américaines en Afghanistan ont triplé car les insurgés se sont rapidement repliés à la frontière, dans les zones tribales sous administration fédérale (FATA).¹¹ Cet accord de paix a été brisé immédiatement après la fin des opérations armées contre des militants dans la Mosquée rouge et le déplacement de l'armée dans la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP) pour reprendre les combats contre des militants.¹² Depuis lors, l'armée a subi plus de mille pertes humaines, la grande majorité à cause des attentats-suicides à la bombe. Alors que les combats s'intensifient au Waziristan (dans la province de la frontière du Nord-Ouest) ces derniers jours, il n'y a pas d'objectif à long terme apparent qui peut être réalisé par la force militaire : en reconnaissant

l'inutilité d'une telle action, le gouverneur de la province, Ali Mohammed Jan Aurakzai, a commencé des efforts pour rétablir l'accord de paix abandonné avec les tribus locales.¹³ Récemment, les combattants talibans ont capturé et relâché des centaines de soldats, plusieurs étant soupçonnés de désertion; Musharraf a semoncé publiquement ses soldats d'avoir agi non professionnellement.¹⁴ L'histoire de cette débâcle militaire continue dans les secteurs tribaux démontre l'inefficacité de l'application de la force militaire dans la poursuite d'objectifs politiques. Mais les partenaires occidentaux du Pakistan seront-ils satisfaits de l'allure et des accomplissements d'une telle action militaire?



▲ Les militaires canadiens . . . un rôle d'aide au Pakistan?

... et la stabilité structurelle

Malgré les défis et les échecs, la plupart des Pakistanais de classe moyenne manifestent un haut degré de confiance envers leur État. Selon quelques observateurs occidentaux, cela traduit l'orgueil démesuré des Iraniens de classe moyenne qui ont pris en charge les fondamentalistes islamiques à la veille de la révolution en 1979.¹⁵ En effet, la vue d'hélicoptères de combat en action contre la mosquée au cœur d'Islamabad aurait fait trembler même la personne la plus aguerrie. Alors pourquoi des Pakistanais ordinaires continuent-ils à croire en leur État? La réponse, selon une étude récente menée par Ayesha Siddiqa, réside dans le rôle paradoxal de l'armée au Pakistan : les militaires et les classes politiques ont tellement comploté pour détruire le tissu institutionnel du gouvernement que l'armée est maintenant profondément imbriquée dans la vie politique et économique de l'État.¹⁶ Étant donné les forts intérêts économiques, l'armée ne permettra pas que la structure actuelle de l'État dégénère en chaos.

L'armée pakistanaise s'est historiquement positionnée en principe comme le gardien de la nation musulmane contre le danger 'existentiel' posé par l'Inde. Les



▲ Le président Musharraf et le président Bush . . . des partenaires stratégiques

Pakistanais ont cru que la parité militaire avec l'Inde est possible et même nécessaire pour l'existence de leur pays, étant donné leurs perceptions de l'irrédentisme indien. Comme dans d'autres nations post-coloniales, le royaume du discours populaire se répand sur la rhétorique du développement industriel et du progrès. Ce désir bourgeois d'un État islamique progressif et moderne a été contrecarré par la réalité de la structure économique du Pakistan. Bien que surtout un pays agraire, le Pakistan n'a jamais fait l'objet de réformes agraires complètes nécessaires pour changer les structures essentiellement féodales du pouvoir qui lient de grands propriétaires terriens et leurs métayers.¹⁷ La persistance de ces relations féodales a empêché l'apparition d'une démocratie populaire. Au lieu de cela, l'armée devait toujours empêcher l'écroulement imminent du Pakistan qui trébuchait de crise en crise.

Puisque la politique pakistanaise a échoué si radicalement, les politiciens eux-mêmes ont eu recours à l'armée pour juger les litiges politiques. Perçu comme la dernière institution non corrompue, l'armée est devenue au cours des années de moins en moins une force d'intervention de dernier recours et de plus en plus un acteur régulier dans le monde politique. Dans ce contexte, Ayesha Siddiqa a démontré que l'armée a développé une méfiance absolue des politiciens depuis le règne de Zia-ul Haq (1977-88) et que le désir du pouvoir économique et politique s'est renforcé depuis.¹⁸

Aujourd'hui, l'armée légitime sa politique économique prédatrice en prétendant que cela convient mieux à la gouvernance du pays que n'importe lequel des politiciens vénaux nationaux.¹⁹ L'engagement politique de l'armée a aussi permis d'assurer et d'étendre sa présence dans l'économie au moyen d'entreprises agricoles, industrielles et commerciales. L'armée a créé un domaine économique séparé pour le bénéfice de son corps d'officiers, qui est en dehors de la portée

d'audits civils ou d'autre forme de contrôle non-militaire.²⁰ Elle possède maintenant de magnifiques immeubles urbains, des maisons cossues et des écoles pour ses officiers et elle a pris le contrôle de grandes zones de terre rurale, qu'elle dirige de façon féodale comme l'élite traditionnelle.²¹

La mainmise de l'armée sur le pays et son économie est préservée par plusieurs facteurs. L'un d'eux est que les alliés occidentaux du Pakistan sont craintifs des conséquences de l'instabilité d'un pays au front dans la guerre à la terreur et qui possède des armes nucléaires avec des systèmes de livraison de missile évolués. Le général Musharraf a joué avec ces sentiments en se présentant comme une voix pleine de modération sans laquelle l'État pakistanais s'effondrerait inévitablement sous la marée naissante du fondamentalisme islamique.²² L'opposition politique est fragmentée et discréditée. Il y a peu de crainte des pays à l'Est, car les relations avec l'Inde

se sont améliorées radicalement depuis 2002. Malgré les craintes persistantes d'islamisation parmi les membres des forces armées, qui ont grandi sous le régime manifestement religieux du général Zia, les forces armées ont assuré l'union même en battant les *ihadis* une fois (et peut-être pour toujours) pris en charge par son propre système de sécurité. Le professionnalisme et la cohésion de l'armée ont été démontrés dans la destruction des militants islamiques dans la Mosquée rouge à Islamabad. L'armée pakistanaise porte l'éthos institutionnel des changements de régime ordonnés : elle entreprend seulement un coup une fois lorsqu'elle manifeste une confiance totale au général dirigeant.²³ Il n'y a donc aucune menace crédible pour la suprématie de l'armée de l'intérieur ou de l'extérieur, et elle ne se retirera pas de la politique de son propre gré malgré les conseils des observateurs étrangers.²⁴ Cela demeure vrai même si un dirigeant civil populaire passait au pouvoir dans un proche avenir.

La transition vers la démocratie?

Qu'est-ce que cela signifie pour les perspectives de démocratie et de stabilité au Pakistan ? Il y a un an, même les plus optimistes parmi les citoyens du pays étaient désespérés. Toutefois, le pays a été choqué par le spectacle incroyable du chef de la Cour suprême refusant d'obéir à un diktat de l'armée. La crise a commencé le 9 mars, quand le président Musharraf a suspendu le chef de la Cour suprême du Pakistan, Iftikhar Muhammad Chaudhry, pour des causes d'inconduite : entre d'autres choses, il a été accusé d'utiliser un véhicule doté d'un moteur de 3 000 cc au lieu d'un véhicule doté d'un moteur de 1 700 cc auquel son statut lui donnait droit. Les médias pakistanais, qui ne reculent pas pour critiquer la dictature militaire, ont immédiatement suggéré que le chef de la Cour suprême ait été suspendu à cause de son inflexibilité dans la contestation de la légalité de la privatisation d'une aciérie qui aurait profité à la famille du premier ministre, Shaukat Aziz. Pire encore, Chaudhry aurait commencé des enquêtes concernant des milliers des

gens qui ont 'disparu' dans le système de sécurité gigantesque du Pakistan puisque le pays est devenu un État au front dans la guerre à la terreur.

Le spectre d'un pouvoir judiciaire incisif dérange profondément le président Musharraf. Au cœur du problème, il y a son allégeance à la procédure juridique pour établir son règne sur le pays. Le mandat du général comme président s'est terminé cette année et pour continuer à régner, il devra être réélu par l'Assemblée nationale, qui elle-même doit être réélue. C'était un temps particulièrement inapproprié pour remettre en question le double statut du président Musharraf comme chef du gouvernement et chef de l'armée. Le président Musharraf doit avoir cru que le retrait du chef de la Cour suprême préviendrait toutes les déclarations inopportunes de la part du pouvoir judiciaire; mais le chef de la Cour suprême a refusé de démissionner après avoir été empêché dans ses fonctions.

Les événements subséquents ont eu leurs propres conséquences. D'abord, il y a eu la vue du président de la Cour suprême du Pakistan saisi sans cérémonie par les cheveux et poussé dans une voiture par des agents du service secret le 14 mars. Cela a provoqué des protestations instantanément dans tout le pays. Alors, les policiers armés ont fouillé les bureaux de la chaîne de télévision GEO qui avait filmé les images vidéo du président de la Cour suprême malmené par des policiers armés; ensuite, puis le gouvernement a placé le président de la Cour suprême sous assignation à domicile et a imposé de nouvelles lois restrictives pour bâillonner les médias.

Le mauvais traitement du président de la Cour suprême a non seulement provoqué la colère des citoyens de sa province au Baluchistan, où plusieurs se sentent opprimés par les Sindhis et Punjabis plus nombreux. Au lieu de cela, la nation entière s'est ralliée derrière la figure de proue du président de la Cour suprême; les partis politiques du Pakistan, ayant longtemps souffert d'oisiveté sous la « dictature de modération éclairée », ont aussi senti que c'était l'occasion de renégocier au moins leur position vis-à-vis l'armée. Le gouvernement a été forcé de retirer les nouvelles lois limitant la liberté de presse et de permettre au magistrat Chaudhry la liberté de déplacement. Il a immédiatement entrepris une tournée du pays, donnant des leçons aux citoyens sur l'importance de l'indépendance juridique. Selon les rapports des médias, des centaines de milliers de Pakistanais ordinaires ont attendu pendant des heures sur les routes pour entrevoir la lente caravane de VUS qui a transporté le président de la Cour suprême et son entourage de ville en ville.

Le pire moment s'est produit quand le magistrat Chaudhry a essayé d'entrer dans la ville de Karachi dominée par le parti MQM, l'un des alliés les plus loyaux du général Musharraf. Le 12 mai, le MQM a organisé une émeute contre le président de la Cour suprême et ses partisans ont essayé de s'adresser à la Cour suprême de Karachi. Le magistrat Chaudhry n'avait pas le droit de quitter l'aéroport, alors que le MQM dressait des barrages routiers partout

dans la ville et attaquait ceux qui semblaient être les supporteurs du mouvement juridique, tuant 42 victimes et en blessant beaucoup plus. Que le gouvernement ait permis au MQM de faire la loi de ses propres mains a causé un immense dégoût parmi les Pakistanais de toutes les conditions sociales, y compris les partisans de Musharraf de la classe moyenne. Peu de temps après, un jury a jugé le renvoi du magistrat Chaudhry illégal et il a été rétabli dans son ancien poste.

Les répercussions politiques du rétablissement du magistrat Chaudhry ont d'abord été masquées par la crise de la Mosquée rouge. Le chef de la Cour suprême a lui-même ensuite maintenu une attitude discrète. Cependant, pour plusieurs Pakistanais, l'affirmation inattendue du pouvoir judiciaire a ouvert de nouvelles possibilités pour une meilleure gouvernance et peut indiquer une meilleure voie pour l'avenir. La montée du pouvoir judiciaire fait partie d'une tendance plus large en Asie du Sud, reflétant une dérive du principe de la séparation des pouvoirs et une politisation du pouvoir judiciaire, dans le sens que les juges contrôlent maintenant plusieurs facettes de la vie ordinaire qui étaient généralement du ressort de la branche exécutive.²⁵ Tandis que le pouvoir accru du pouvoir judiciaire a été une source de souci pour ceux qui croient en la séparation de pouvoirs inscrits dans la constitution de l'Inde, c'est une source d'espoir pour les Pakistanais qui ont vu chaque institution de gouvernement subordonnée sous une administration militaire de plus en plus impopulaire.²⁶ Il est peu probable qu'un simple acte d'indépendance juridique, quelle que soit la façon dont il est perçu par les Pakistanais, puisse aboutir à une réforme démocratique radicale, même si Musharraf s'est senti tellement menacé par l'activisme de la cour, que la suspension de ses activités contre la direction du pays ait justifié des mesures d'urgence. Maintenant, le président Musharraf a encore refoulé le chef du ministère de la Justice dans ses efforts pour sécuriser son régime. Mais l'institution légale combattive du Pakistan a immédiatement réagi par des protestations contre Musharraf, ce qui a abouti à des journées de confrontation sanglante.

Un avenir prévisible?

Étant donné l'engagement structurel de l'armée pakistanaise dans la gouvernance du pays, dans quelles circonstances le général Musharraf pourrait-il éventuellement abandonner le pouvoir et qu'est-ce que cela signifierait pour le Pakistan? La situation est maintenant si désespérément confuse que même les observateurs expérimentés écrivent des éditoriaux intitulés « Alors, qu'est-ce qui se passe? ». ²⁷ Si Musharraf devait soudainement abandonner la présidence (par sa volonté propre ou celle des autres), il est fort probable qu'il serait remplacé sans bruit ni trompettes par un officier militaire de haut grade ayant une mentalité semblable. Il n'y aurait aucun corps à corps dans l'armée et les chances d'une révolte islamiste sérieuse seraient extrêmement minimales. Un vrai vide de pouvoir arriverait seulement si les niveaux les plus élevés de l'armée étaient entièrement décapités et cette éventualité est nettement improbable.

Après l'attentat-suicide contre Benazir Bhutto et un autre semblable ayant causé moins de morts, et visant apparemment Musharraf, la situation politique à court terme est extrêmement fluide et les résultats sont difficiles à prévoir. À moins que d'autres actes de violence causent une nouvelle déstabilisation, il semble plausible que madame Bhutto contestera et gagnera les élections (promises pour février 2008) et qu'il pourrait devenir la première ministre dès l'an prochain. Toutefois, les perspectives à long terme restent mornes. Peu importe le degré d'autonomie que pourrait revendiquer un dirigeant civil sous un gouvernement reconstitué, l'armée conserverait son pouvoir. À cause des raisons structurelles déjà décrites, cela serait vrai même si le général Musharraf quittait la scène politique pour toujours. Aucune combinaison de régime civil et militaire ne changerait fondamentalement le pays, étant donné la profondeur de l'engagement militaire dans l'économie. Aucun politicien n'a maintenant

la capacité de réduire l'importance de l'armée dans la vie politique et économique quotidienne de la nation. Les élections, libres et justes ou autrement, doivent être voulues. Alors que les observateurs occidentaux restent convaincus de l'importance des élections pour une transition démocratique, ils ont peu à dire sur ce qui doit se produire immédiatement après des élections. ²⁸ Il n'est pas clair que les élections mèneraient nécessairement à un régime démocratique avec le soutien des diverses forces autonomes au sein du gouvernement.

Malgré toutes les apparences du contraire, le Pakistan est probablement dans un équilibre stable à cause de la structure de sa politique et de son économie et de la position dominante des forces armées dans les deux. Cependant, un tel équilibre ne peut pas être interprété comme permanent; en effet, le manque de gouvernance qui caractérise le régime actuel crée les conditions de son propre effondrement éventuel. Étant donné la force institutionnelle de l'armée, la fragilité de la stabilité actuelle du Pakistan ne peut pas être évaluée. Les observateurs se trompent s'ils croient que l'ascension au pouvoir de Benazir Bhutto, ou de tout autre leader civil, mettra fin à la crise au Pakistan. Sous la stabilité de la vie quotidienne, la main mise continue des forces armées sur la vie politique dissoudra implacablement le tissu de la structure de l'État.

La communauté internationale et le Canada en particulier ont certainement des raisons de se soucier. La mission militaire du Canada en Afghanistan dépend directement de la capacité du Pakistan d'assurer la sécurité à ses frontières et de capturer les dirigeants talibans. ²⁹ À moins qu'un gouvernement pakistanais populaire ne fasse les arrangements politiques nécessaires pour résoudre les griefs des Pakhtuns au Pakistan et d'autres populations tribales, il ne peut y avoir aucun

progrès pour assurer la sécurité de l'Afghanistan du Sud. Le Canada restera aussi vulnérable au terrorisme tant que le Pakistan sera incapable d'empêcher les islamistes radicaux de prêcher la haine pour l'Occident. Il est donc directement dans l'intérêt national du Canada de travailler pour favoriser un régime vraiment démocratique. Le dilemme est qu'aucune démocratie ne peut

germer dans une société qui est structurellement contrôlée par l'armée. Non seulement le Canada doit prêter un soutien politique pour le retour d'un gouvernement élu, il doit aussi contribuer au développement d'institutions dont dépend la démocratie. Comment Ottawa pourrait-elle commencer pour réaliser ces idéaux élevés ?

Un rôle pour le Canada : quelques recommandations

Le Canada doit augmenter l'aide en général destinée au Pakistan. Le programme d'aide canadien de l'ACDI, dans les fonds de 50 millions de dollars qui s'adresse aux communautés, est une très petite partie des 4 milliards de dollars que le Pakistan reçoit annuellement de donateurs étrangers. Cette aide a vraiment réussi à améliorer la qualité de vie des citoyens les plus démunis du Pakistan. Par exemple, le programme du Pakistan, pour le partenariat avec l'Asie du Sud-est, est financé par le Canada qui a pris en charge des activités de société civile, comme la formation de journalistes et a travaillé avec des partenaires d'administrations locales.³⁰ L'échelle de ces programmes est cependant minuscule car l'ACDI a fourni seulement 18,56 millions de dollars au financement du développement au Pakistan en 2005.³¹

À mesure qu'Ottawa considère augmenter l'aide au développement pour le Pakistan, il doit décider où ses ressources d'aide limitées seront les plus utiles. Traditionnellement, des grands programmes d'aide ont échoué au Pakistan. Les évaluations négatives sont fréquentes, par exemple, dans les rapports d'évaluation de projets portant sur plusieurs millions de dollars patronnés par la Banque mondiale. En effet, un rapport de la Banque mondiale a résumé succinctement le problème :

L'objectif, le contenu et la conception des opérations sous-nationales devraient viser la construction de capacités et d'institutions à ce niveau en conjonction avec le transfert de

responsabilités du niveau supérieur au niveau inférieur... En concevant des opérations sous-nationales, des discussions communes avec le gouvernement central sont indispensables pour assurer le succès ... L'appartenance et l'engagement, au niveau politique aussi bien qu'au niveau administratif, sont des clefs de succès.³²

Cela ne signifie pas que les efforts de développement devraient être limités au travail avec des organisations non gouvernementales et avec des groupes de société civile. Il est plutôt essentiel de construire la capacité gouvernementale d'acheminer les grandes sommes d'aide versées aux pays à ses destinataires visés. Sans une telle capacité, la confiance au gouvernement continuera de s'éroder jusqu'à ce que d'autres forces n'interviennent pour remplir le vide. Ce n'est donc pas une coïncidence que les régions les plus sous-développées du pays soient les plus susceptibles d'être influencés par les politiciens islamiques radicaux et anti-occidentaux. Le Canada doit, avec d'autres donateurs comme le Japon et les États-Unis, développer un programme d'aide concerté qui sera livré par les administrations locales. Le Canada doit par conséquent augmenter le contact entre les agences à tous les niveaux pour augmenter la capacité du gouvernement à accomplir son mandat d'objectifs de développement qui donnent satisfaction. Ottawa peut exporter l'expertise à Islamabad en établissant des programmes de formation interdisciplinaires entre le pouvoir judiciaire, les agences d'élections, les ministères de l'Agriculture et du Développement rural

et d'autres secteurs dans lesquels le Pakistan manifeste un intérêt. Toute augmentation du financement par l'ACDI devrait donc mener à des augmentations proportionnées du soutien aux programmes de formation intergouvernementaux qui construiront finalement la capacité démocratique.

De tels programmes peuvent être efficaces pour atteindre les objectifs locaux, mais ils ne sont pas intégrés à une structure stratégique plus grande qui donne priorité à combattre le fondamentalisme islamique. Dans ce contexte, le Canada devrait examiner de près le succès de l'initiative australienne récente de financer des *madrassahs* (des écoles religieuses islamiques) en Indonésie qui ne prêchent pas d'idéologies fondamentalistes, anti-occidentales.³³ C'est une intervention particulièrement importante, étant donné l'échec du général Musharraf de respecter sa promesse de réforme des *madrassahs* après le meurtre du journaliste Daniel Pearl du *Wall Street Journal*.³⁴ Alors qu'Ottawa doit augmenter l'aide, elle doit soigneusement examiner les programmes qui visent ses propres buts de favoriser la démocratie et de réduire le risque du fondamentalisme islamique dans la région.

L'enjeu de coopération militaire avec le Pakistan est aussi important. À un niveau opérationnel, la performance des forces canadiennes en Afghanistan

dépend directement de la coopération de forces pakistanaises dans la destruction des Talibans dans les zones de sécurité au Baluchistan. Depuis le 11 septembre, le Pakistan a reçu de grandes quantités d'armes de haute technologie au nom du combat contre la guerre à la terreur. En pratique, une partie de la motivation du Pakistan a été d'acquérir des systèmes d'armements correspondant aux forces de l'Inde en expansion rapide, même si le Pakistan et l'Inde soient actuellement au milieu d'un rapprochement. Dans ce contexte, le Canada devrait travailler avec ses partenaires occidentaux pour limiter le flux d'armes de haute technologie au Pakistan, qui prend vraiment peu en charge la guerre contre la terreur. L'imposition de mesures d'urgence crée un contexte dans lequel Ottawa peut intervenir pour mener la discussion afin de restreindre le flux des armements. Si les militaires commençaient à faire des concessions en vue d'une vraie réforme démocratique, le Canada pourrait orienter plutôt ses activités à augmenter les capacités militaires comme par des programmes de formation d'officiers et des exercices d'entraînement en collaboration. Une telle coopération transcenderait les relations actuelles de récompense matérielle et de punition et indiquerait que les alliés occidentaux du Pakistan sont vraiment intéressés à donner plus de pouvoir au pays et à garantir sa position internationale en l'impliquant dans des mesures mondiales et régionales de sécurité

AIDE PUBLIQUE CANADIENNE AU DEVELOPPEMENT DU PAKISTAN

(en millions \$)

Année	De pays à pays	Multilatérale	Total net des déboursés
2004 - 2005	19,07	30,71	49,78
2003 - 2004	17,81	6,62	24,43
2002 - 2003	16,74	45,71	62,46
2001 - 2002	18,00	44,53	62,53
2000 - 2001	22,51	17,55	40,06
1999 - 2000	22,00	17,53	39,53
1998 - 1999	23,68	29,11	52,79

Source : Agence canadienne de développement international (ACDI)

multilatérale. Cela réduirait la pression sur l'armée et sur les services secrets de prendre en charge les fondamentalistes islamiques, qui ont été considérés comme un actif stratégique bon marché dans le conflit asymétrique ininterrompu avec l'Inde. Une telle formation et des programmes d'échange pourraient aussi justifier la réduction de la participation de l'armée à l'économie civile, ce qui serait le précurseur de toute normalisation dans l'économie.

La force militaire seule, peu importe avec quel art elle est appliquée, échouera dans la résolution des griefs ethniques historiques qui ont incité les Baluchis et les Pakhtuns à recourir aux armes. L'action militaire contre l'insurrection ethnique au Baluchistan et dans la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP) pousse aussi ces guérilleros politiquement motivés par Al-Qaeda et les forces des Talibans.³⁵ Le centre du Pakistan a besoin de négocier un règlement politique avec ces gens historiquement privés de droits civils et de soutenir la position du Baluchistan, des zones tribales sous administration fédérale (FATA) et de la province de la frontière du Nord-Ouest (NWFP) dans la fédération. Ce n'est pas possible sous l'égide

d'un gouvernement militaire, mais cela pourrait se réaliser sous un régime civil démocratique, qui reçoit un peu de soutien civil; on considère le régime de Musharraf soumis aux intérêts américains et il ne peut pas gagner la confiance des gens vivant dans les régions administrées par le fédéral. Ici, Ottawa devrait offrir son expertise dans la création d'institutions qui apporte aux régions tribales du Pakistan une autonomie durable et significative. Les capacités administratives du gouvernement et son expérience dans la négociation d'ententes avec les Premières nations, et dans l'établissement du statut juridique spécial du Québec au sein de la confédération, pourraient être particulièrement utiles à cet égard.

Dans le soutien du but à long terme de stabiliser la région, le Canada devrait aider à établir la démocratie au Pakistan. Les programmes d'aide qui financent la construction de capacités dans le gouvernement et dans l'armée aideront cette cause. Ottawa devrait aussi prendre en charge les institutions renaissantes du gouvernement comme le pouvoir judiciaire, les organisations de respect des droits de la personne et les organisations médiatiques de société civile.

AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT DU PAKISTAN*

(en millions \$ US)

1995	820,9
1996	881,9
1997	595,8
1998	1052,5
1999	732,8
2000	692,4
2001	1942,1
2002	2128,1
2003	1061,7
2004	1423,9
2005	1666,5

* Les chiffres excluent l'aide militaire.

Source : Banque mondiale, indicateurs du développement dans le monde

L'échec de prendre en charge de telles institutions saperait la perspective de démocratie et pousserait l'État davantage dans les mains des fondamentalistes islamiques.³⁶ Ottawa devrait donc établir des liens interdépartementaux et interministériels avec Islamabad dès que le gouvernement civil sera formé et utiliser l'argent d'aide dans des programmes conçus pour renforcer le pouvoir judiciaire et d'autres agences civiles du gouvernement. Il faut se concentrer à améliorer la qualité de gouvernance et la prestation de services, particulièrement dans les secteurs où l'État a actuellement un accès limité.

Ces suggestions offrent des solutions lentes et frustrantes pour une situation politique urgente. Cependant, la situation de remplacement « de ne rien faire » n'est plus une option. Il a été démontré que la situation de crise est le résultat d'années d'inaction : l'approche traditionnelle des décideurs occidentaux pour le Pakistan a été d'ignorer les problèmes du pays tant qu'il semblait flexible aux objectifs stratégiques régionaux à court terme. Le résultat de cette forme d'engagement est un pays qui négocie maintenant avec ses alliés en tenant une arme à feu sur leur tête.³⁷ Si les décideurs occidentaux veulent sérieusement que le Pakistan s'implique, et il n'y a aucune indication prévisible que le pays aura moins d'importance à l'avenir, ils ont besoin de signaler leur intention de travailler

avec Islamabad à long terme. C'est particulièrement important, étant donné que les Pakistanais eux-mêmes considèrent souvent leur allié principal, les États-Unis, comme inconstant et incertain.³⁸ Ici, le Canada a une position spéciale : il partage les intérêts régionaux plus larges de l'Amérique, mais il ne subit pas l'animosité anti-américaine d'une large enveloppe des Pakistanais. Ottawa peut démultiplier cet avantage diplomatique de façon pratique, en prenant publiquement en charge des initiatives pour renforcer la démocratie et travaillant étroitement avec toute nouvelle autorité civile.

La suite des événements laisse présager l'établissement d'une certaine forme d'autorité civile au Pakistan dans les deux prochains mois. Si un tel leadership civil est tout sauf symbolique, le Pakistan devra renégocier l'équilibre entre le gouvernement et l'armée en ses propres termes. L'établissement d'un leadership civil, chaque fois que cela arrive, est une occasion magnifique. Ottawa pourrait saisir cette occasion pour étendre énormément les contacts de gouvernement à gouvernement aussitôt que le président Musharraf accordera du crédit à l'autorité civile. Cette action ne mènera pas nécessairement à une démocratie pro-occidentale engagée à se battre contre le fondamentalisme islamique. Toutefois, il donnera au Pakistan une chance de confronter les crises qui semblent le dépasser.

Notes

1. *Testimony before US Senate Committee on Foreign Relations*, Stephen Cohen, 25 juillet 2007.
2. *US National Intelligence Estimate*, 17 juillet 2007.
3. « Congress Passes Legislation to tie US Aid to Pakistan to Progress Against Al-Qaeda », *International Herald Tribune*, 27 juillet 2007.
4. « Pakistan Faces a Less-Friendly US Congress », *Christian Science Monitor*, 29 janvier 2007; « The Pakistani Paradox », *Outlook (Inde)*, 11 octobre 2007.

5. Voir par exemple « A War the Pentagon Can't Win », Daniel Benjamin et Steven Simon, *New York Times*, 24 juillet 2007; et Editorial support of US Presidential hopeful Barack Obama's intention to support strikes inside Pakistan, « Chasing Terrorists », *Washington Post*, 9 août 2007.
6. « Cut in Aid to Damage Ties with US: Foreign Office », *The News* (Pakistan), 17 août 2007.
7. Probablement la meilleure analyse du Pakistan se trouve dans le livre *The Idea of Pakistan*, Stephen P. Cohen, Brookings Institution Press: 2004; voir aussi *Pakistan: A Modern History*, Ian Talbott, C Hurst & Co. : 1995 (2005).
8. *The Idea of Pakistan*, Stephen Cohen, p. 327.
9. « US is Prodding Pakistan Leader to Share Power », *New York Times*, 16 août 2007.
10. « The Talibanization of the North-West Frontier », *Terrorism Monitor*, Jamestown Foundation, juin 2006.
11. « Taliban Attacks on US Forces have Tripled », *New York Sun*, 28 septembre 2006.
12. « MMA chief condemns army deployment in NWFP », *Pakistan Daily Times*, 17 juillet 2007.
13. « Aurakzai trying to revive talks in N. Waziristan », *Dawn*, 17 août 2007.
14. « Kidnapped Armymen acted unprofessionally: President », *Dawn*, 13 octobre 2007.
15. Voir par exemple : « Letter from Pakistan: Days of Rage – Challenges for the Nation's Future », William Dalrymple, *The New Yorker*, 23 juillet 2007.
16. Ce point a été très bien argumenté dans la publication *Military Inc.: Inside Pakistan's Military Economy* Ayesha Siddiqa, Ayesha Siddiqa, Pluto : 2007.
17. *Military Inc.*, Ayesha Siddiqa, p. 75.
18. *Military Inc.*, Ayesha Siddiqa, p. 139.
19. *Military Inc.*, Ayesha Siddiqa, p. 130.
20. *Military Inc.*, Ayesha Siddiqa, p. 142.
21. *Military Inc.*, Ayesha Siddiqa, pp. 178-9.
22. La fausseté de cette proposition a été fortement débattue dans « Policy Brief #45: The Myth of an Islamic Peril », Frederic Grare, Carnegie Endowment, février 2006.
23. *Military Inc.*, Ayesha Siddiqa, p. 152.
24. Voir « The Pakistan Time Bomb », Stephen Cohen, *The Washington Post*, 3 juillet 2007.
25. Ce phénomène a été expliqué en détail dans son contexte indien dans « The Rise of Judicial Sovereignty », Pratap Bhanu Mehta, *Journal of Democracy* – Vol. 18, N° 2, avril 2007, pp. 70-83. Il peut s'appliquer au Pakistan autant qu'à l'Inde, étant donné la perception répandue de l'échec des classes administratives et politiques des deux pays.
26. « Pakistanis Express Ire at Army and Musharraf », *New York Times*, 9 août 2007.

27. « So, What is Happening? », Shauqat Qadir, *Daily Times*, 11 août 2007.
28. Voir par exemple « Asia Report #137: Elections, Democracy and Stability in Pakistan », International Crisis Group.
29. « Canadian Casualties in Afghanistan Depend on Support from General Musharraf », *Asia Pacific Bulletin*, août 2006.
30. « Practical Implications of Local Government: Gaps and Solutions », SAP-Pakistan and Federation of Canadian Municipalities, <http://www.sappk.org/reports/rep-localgovern.pdf>.
31. *Survol de l'ACDI au Pakistan*, disponible sur le site <http://www.acdi-cida.gc.ca/pakistan-e>.
32. *Pakistan Structural Adjustment Credit Program Evaluation Report*, disponible sur le site <http://www.worldbank.org/pk>.
33. « Australia Unveils Islamic Schools for Indonesia », *ABC News Australia*, 2 août 2007.
34. « Madrassahs Unreformed », Massoud Ansari, *Newsline*, août 2007.
35. « The Pashtun Time Bomb », Selig W. Harrison, *International Herald Tribune*, 1^{er} août 2007.
36. « Pakistan's Anniversary Wish – Justice », Ahmed Rashid, *YaleGlobal Online*, 16 août 2007.
37. *The Idea of Pakistan*, Stephen Cohen, p. 270.
38. *The Idea of Pakistan*, Stephen Cohen, p. 327.

Pour obtenir de l'information générale à propos de la FAPC
Tél. : 604-684-5986
Télec. : 604-681-1370
Courriel : info@asiapacific.ca
ou visitez notre site web :
www.asiapacific.ca

Les opinions exprimées dans Commentaire Canada-Asie sont celles de l'auteur et elles sont publiées dans l'intention de favoriser une conscience sociale et un débat public. Elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de la Fondation Asie Pacifique du Canada. Malgré tous les efforts déployés pour vérifier l'exactitude de cette information, la Fondation Asie Pacifique du Canada se dégage de toute responsabilité et conséquence (en découlant) pour toute personne ou toute organisation utilisant cette information. Les opinions exprimées n'engagent que l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position officielle de la Fondation ou de ses employés. Cette revue Commentaire Canada-Asie peut être copiée en tout ou en partie et/ou redistribuée en mentionnant l'auteur qui est la Fondation Asie Pacifique du Canada, la principale ressource indépendante sur les problématiques touchant le Canada et l'Asie. Les versions archivées de Commentaire Canada-Asie peuvent être consultées sur le site <http://www.asiapacific.ca/analysis/pubs>. La Fondation Asie Pacifique du Canada est financée en partie par le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Colombie-Britannique.